Pendant que la FAO célèbre la Journée internationale des forêts, les arbres artificiels avancent: les 'forêts' transgéniques

Depuis plusieurs années, l'Organisation des Nations unies (ONU), par l'intermédiaire de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), célèbre le 21 mars la Journée internationale des forêts. Le thème de cette année est «Forêts, Climat, Changement». Mais les changements que la FAO encourage, comme par exemple la tendance à promouvoir les plantations commerciales d'arbres transgéniques en Chine, en Malaisie, en Chile, au Brésil ou dans d'autres pays du Sud, ne font qu'augmenter les problèmes des peuples qui dépendent des forêts.

Pour beaucoup de peuples indigènes, la forêt est vitale, comme l'affirme un leader de la forêt amazonienne: *«Nous avons beaucoup de coutumes, beaucoup de croyances et de nombreuses traditions qui ont des liens directs avec les forêts, l'air, l'eau, la terre et le soleil, en une même association cosmologique spirituelle, très profonde et respectueuse».*

Or, d'après la vidéo d'une minute qui sert à annoncer la Journée internationale des forêts 2015, pour la FAO les forêts sont vitales parce qu'elles «sont à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique». La seule caractéristique des forêts qu'on y souligne c'est leur capacité de piéger du CO₂ dans les arbres et dans le sol. Cette approche vise à faire inclure les forêts dans un accord sur le climat qui devra être conclu à Paris à la fin de l'année. Le changement prôné par la FAO dans le thème de la Journée – Forêts, Climat, Changement – consisterait-il à nous faire partager cette vision limitée des forêts, suivant laquelle elles sont nécessaires pour faire face à la crise climatique? Qu'est-ce que cela représente pour les peuples et les populations qui dépendent des forêts?

Les prétendues solutions que l'on a proposées ces dernières décennies pour enrayer le déboisement des forêts tropicales se sont caractérisées par l'étroitesse de vues, les impositions, et les bénéfices pour quelques-uns seulement.

- La première, dans les années 1980, a été la Gestion forestière durable (GFD) des forêts tropicales. L'idée de base est qu'il est important de «maintenir les forêts debout»; en plus de conserver les forêts, elle promet des bénéfices pour les populations. Mais dans la pratique, la GFD a continué de détruire les forêts tropicales parce qu'elle n'interdit pas d'extraire du bois; elle se contente de suggérer de le faire de façon 'sélective'. Ceci a avantagé les entreprises forestières, perpétué la destruction des forêts et causé des effets négatifs sur les communautés locales. L'extraction de bois et la destruction de forêts dans les régions 'gérées durablement' a même augmenté dans certains pays comme le Congo (RDC). [Pour davantage d'information, voir le [Bulletin 207 du WRM.](#)]
- La deuxième, en 2005, a été le système REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts). Les promesses étaient les mêmes de la GFD mais, en plus, ce système allait lutter contre le réchauffement planétaire. Lui non plus n'a pas bénéficié aux communautés ni freiné le déboisement. Au contraire, les communautés ont été

accusées du déboisement et leur style de vie a été perturbé par les projets de ce genre, parce qu'on leur a imposé des restrictions quant à l'utilisation de la forêt. Les gagnantes ont été les industries polluantes qui ont acheté des crédits carbone de ces projets, achetant ainsi le droit de continuer à polluer. Mais ni REDD ni REDD+ ne se sont attaqués aux causes véritables du déboisement. [Pour davantage d'information, voir le [Bulletin 184 du WRM.](#)]

- La troisième a été lancée en 2007 au Brésil par des ONG écologistes: «zéro déboisement». L'idée a été reprise ces dernières années par plusieurs entreprises qui encouragent la monoculture d'arbres et qui figurent parmi les principales responsables du déboisement, comme Wilmar et APP en Indonésie. L'un des problèmes est qu'il s'agit d'un engagement volontaire, de sorte que sa mise en œuvre sera difficile. Wilmar a, à elle seule, 800 fournisseurs. Néanmoins, en 2014, la Déclaration de New York sur les forêts a pris la même voie; Wilmar et bien d'autres entreprises l'ont signée et ont promis de venir à bout du déboisement d'ici 2030, en affirmant que «les forêts offrent aujourd'hui l'une des solutions majeures et parmi les plus efficaces d'un point de vue économique contre le changement climatique».

Bien que l'entreprise Wilmar, par exemple, ait promis de veiller à ce que les 800 entreprises qui lui fournissent de l'huile de palme respectent le «zéro déboisement», il faut se demander de quelles forêts on parle. S'agit-il des forêts de «haute valeur pour la conservation», que les systèmes de certification comme la RSPO [voir le [Bulletin 201 du WRM](#)] estiment important de ne pas abattre? Ou bien des forêts telles que les voient les communautés qui tiennent compte de tous leurs aspects et utilisations, de leur biodiversité plus ou moins grande, et qui les considèrent comme importantes et donc de «haute valeur»? Même s'il était possible de surveiller le déboisement grâce aux satellites, y aura-t-il un satellite qui surveille les innombrables conflits territoriaux et de travail qui existent, par exemple, en Indonésie, et qui sont aussi graves que le déboisement?

Ce que ces prétendues solutions au déboisement ont en commun, c'est qu'elles voient les forêts comme un 'réservoir d'arbres' et rien d'autre; un endroit où les arbres peuvent être extraits, ou même plantés de façon 'durable' pour obtenir du bois ou stocker du carbone. Un problème additionnel est que la FAO ne semble pas disposée à changer sa définition actuelle des forêts, qui les considère, suivant la même tendance, comme un ensemble d'arbres. C'est pourquoi la FAO finit par encourager les plantations industrielles d'arbres en tant que «forêts plantées», utiles aux industries de l'ameublement, du papier, des pneus, de l'huile de palme, etc., mais aussi comme réservoirs de carbone, utiles aux industries qui souhaitent acheter le droit de polluer. Cette notion de «forêts plantées» permet d'introduire un changement subtil mais fondamental dans la notion de «zéro déboisement»: le «zéro déboisement net», c'est-à-dire l'idée qu'on peut détruire une forêt pourvu qu'on en «plante» une autre ailleurs, même s'il s'agit d'une plantation industrielle. Rien qu'entre 2000 et 2010, la superficie mondiale des plantations d'arbres en régime de monoculture a augmenté de 50 millions d'hectares, situés surtout dans les pays du Sud.

Et les encouragements pour continuer dans le même sens ne manquent pas, par exemple grâce à la manipulation génétique d'arbres comme l'eucalyptus: au Brésil, on vient de demander l'autorisation de planter à l'échelle commerciale des eucalyptus transgéniques afin d'augmenter encore la productivité ou la capacité de stockage de carbone. Cela aurait des impacts écologiques importants, que 1 000 femmes de La Vía Campesina ont dénoncés en occupant ce mois-ci une zone affectée à des essais d'eucalyptus génétiquement modifiés. Dans le présent bulletin, en plus d'analyser la situation au Brésil, nous traitons aussi de la prolifération des arbres transgéniques en Chine, surtout par la plantation de peupliers, en Malaisie avec des hévéas, et au Chili avec pin et eucalyptus. Le plus épouvantable c'est que, même dans ces cas, la FAO parle de «forêts plantées».

Ce que toutes ces 'solutions' pour freiner le déboisement ont de plus grave est peut-être qu'elles ne prévoient d'autre possibilité que le maintien du modèle destructeur de production et de consommation et le renforcement du pouvoir des grandes entreprises. Aucune des 'solutions' présentées par la FAO ou par d'autres institutions ne parle de la possibilité de laisser le pétrole ou les minerais dans le sous-sol, de produire des vivres dans chaque pays pour favoriser la souveraineté alimentaire, ou de mettre fin à l'extraction de bois tropicaux et à l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile, de soja, d'eucalyptus, etc. Or, toutes ces propositions seraient excellentes pour combattre aussi bien le déboisement que la crise climatique.

La ruée vers les dernières réserves de terres fertiles, de pétrole et de minerais fait perdre aux communautés tributaires des forêts le contrôle de leurs territoires, soit parce que leurs terres ont été détruites pour permettre cette expansion, soit parce que, du fait qu'elles se trouvent dans une zone destinée à 'compenser' la destruction d'une autre ou qu'elles sont considérées comme 'de haute valeur', elles doivent être 'conservées'.

Nous ne pouvons pas accepter que l'on continue à détruire les forêts sous prétexte qu'elles seront 'compensées', et encore moins si la 'compensation' se fait avec des plantations industrielles d'arbres transgéniques, car cela aggraverait encore plus les problèmes et les effets négatifs. Chaque endroit, avec son peuple et sa communauté spécifique, est unique et doit être conservé; la compensation n'est pas possible. La reconnaissance de cette réalité a toujours été la meilleure façon de combattre le déboisement. Là réside peut-être le changement le plus important que la FAO devrait promouvoir.

Source: document d'information du WRM à l'occasion de la Journée internationale des forêts, <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/la-journee-internationale-des-forets-de-lonu-2015-et-son-theme-forets-climat-changement-quel-changement/>

Voir aussi une courte vidéo du WRM qui répond à la vidéo publicitaire produite par la FAO à l'occasion du 21 mars: <http://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/ceci-nest-pas-durable-video/>